



Dossier de presse

Euskadi Inc.

Les paris et les succès de l'économie basque espagnole

Euskadi Inc.

Les paris et les succès de l'économie basque espagnole

Sommaire

Présentation	p.3
A) L'extrême diversité des régions espagnoles.....	p.3
B) La Communauté autonome du Pays Basque espagnol.....	p.3
I – Les sept paris économiques du Pays Basque espagnol.....	p.5
A) Concierto Economico : le pari de l'autonomie financière.....	p.5
B) Guggenheim : le pari de la culture en pleine crise économique.....	p.5
C) Bilbao : le pari de la métamorphose urbaine.....	p.6
D) MCC Mondragon : le pari de l'esprit coopératif pour conquérir le marché mondial...p.6	
E) Euskaltel : le pari d'un réseau de télécoms régional à l'ère de la mondialisation..p.7	
F) « Plan 3E – 2010 » : le pari de l'autosuffisance énergétique.....	p.7
G) Machine-outil : le pari de l'industrie lourde en Europe.....	p.8
II – Des résultats qui parlent d'eux-mêmes.....	p.9
A) Des performances souvent supérieures aux moyennes espagnoles.....	p.9
B) Une priorité donnée à la R&D.....	p.10

Euskadi Inc.

Les paris et les succès de l'économie basque espagnole

Située aux portes de notre pays, l'économie basque espagnole est pourtant largement méconnue en France.

Quelques mots seulement résonnent familièrement comme « Guggenheim », « Bilbao », « Euskaltel » ou encore « Mondragon ».

Ce n'est pas un hasard. Derrière chacun de ces termes se cachent des *success stories* spectaculaires issues de choix économiques osés, voire iconoclastes.

Parmi ces paris, on peut citer la décision de construire un musée monumental en pleine crise économique, le choix de devenir une région financièrement autonome, l'adoption du système coopératif pour faire face à la mondialisation ou encore à la volonté de miser sur la machine-outil à l'heure où l'Europe fait le deuil de son industrie lourde.

Ces différents exemples constituent autant d'ingrédients de ce qu'il est convenu d'appeler « le miracle économique basque » pour décrire le redressement spectaculaire de cette région qui, en une décennie, est devenue l'une des plus dynamiques et des plus innovantes d'Europe.

Présentation

Le Pays Basque espagnol (ou Euskadi) est l'une des 17 régions ou « Communautés autonomes » de l'Etat espagnol.

Situé au nord de l'Espagne, sur le versant ouest des Pyrénées et le long du Golfe de Gascogne, ce territoire regroupe 2,1 millions d'habitants au sein de trois provinces : la Biscaye, l'Alava et la Guipuzcoa. La capitale administrative d'Euskadi est Vitoria ; la principale ville est Bilbao (355 000 habitants).

A) L'extrême diversité des régions espagnoles

Contrairement à la France, l'Espagne reconnaît et garantit dans sa constitution le droit à l'autonomie des régions et de trois nationalités : le Pays Basque, la Catalogne et la Galice.

L'Etat espagnol est organisé territorialement en communautés autonomes, chacune étant dotée de son propre organe législatif – un Parlement – et exécutif – un gouvernement. Les 17 régions peuvent donc voter leurs propres lois et, selon la majorité élue, mener des politiques tout à fait différentes dans certains domaines.

Toutes les régions ne disposent pas du même niveau d'autonomie. Chacune est régie en fonction de son statut d'autonomie, une norme fondamentale négociée avec l'Etat qui fixe l'étendue et le nombre de ses compétences. Celles-ci peuvent être extrêmement larges.

Certaines régions, comme le Pays Basque (Euskadi) et la Navarre disposent en outre d'une autonomie financière qui leur permet de déterminer et de gérer seules la quasi-totalité de leurs impôts après versement d'une partie à l'Etat.

B) La Communauté autonome du Pays Basque espagnol

Le Pays Basque espagnol (Euskadi) est l'une des 17 régions ou « Communautés autonomes » de l'Etat espagnol. Depuis 1979, son système institutionnel dit « d'autogouvernement » s'organise autour d'organes communs (un parlement et un gouvernement) et d'organes propres à chacune de ses trois provinces.

Les institutions communes

Le Parlement basque est composé de 75 députés, élus au suffrage universel direct tous les quatre ans. Chacune des trois provinces du Pays Basque espagnol élit le même nombre de députés (25), indépendamment de sa population.

Le Parlement basque vote le budget de la Communauté autonome, élit parmi ses membres le Président du gouvernement basque (le *Lehendakari*), contrôle son action et vote les lois de la Communauté. Le *Lehendakari* nomme lui-même ses ministres qui forment avec lui l'exécutif autonome.

Les différences avec l'organisation administrative française sont très importantes. Alors qu'en France, les conseils régionaux ne disposent d'aucun pouvoir législatif, les lois adoptées par le Parlement basque ont la même autorité que les lois de l'Etat espagnol.

De même, alors que les compétences des conseils régionaux français sont à la fois encadrées et très limitées, le Parlement basque dispose d'une compétence exclusive dans des secteurs aussi étendus que l'enseignement, la santé, les moyens de communication, la recherche, le développement économique, l'agriculture, la culture, l'urbanisme, le logement, les transports, le tourisme, le patrimoine...

Les institutions des provinces

Parallèlement à ces institutions communes, chaque province ou « territoire historique » – l'Alava, la Biscaye et la Guipuzkoa – possède ses propres institutions : une assemblée et un gouvernement.

Les trois assemblées provinciales – les *Juntas Generales* – sont composées chacune de 51 membres élus au suffrage universel. Elles disposent de compétences législatives propres, approuvent les normes et règlements provinciaux, votent leur budget et choisissent l'exécutif qui gouvernera la province. Les normes qu'elles édictent dans leur domaine de compétence ont la même autorité que les lois étatiques espagnoles ou que les lois du Parlement basque.

Chaque province dispose par ailleurs de son propre organe exécutif – la *Diputacion foral* – dirigé par le « *diputado general* » et une équipe de conseillers chargés de domaines tels que l'économie, la culture, les travaux publics, l'urbanisme, l'environnement ou les sports.

Ce sont les institutions provinciales qui disposent de la compétence fiscale, c'est-à-dire qui fixent et qui collectent les impôts directs et indirects. Néanmoins, il existe un organe de coordination fiscale, composé de représentants du Gouvernement basque et de chaque gouvernement provincial qui a pour mission de favoriser l'harmonisation et la collaboration fiscale entre les institutions des territoires historiques.

Les sept paris économiques du Pays Basque espagnol

1. *Concierto Economico* : le pari de l'autonomie financière

La Communauté Autonome du Pays Basque espagnol dispose de prérogatives fiscales extrêmement étendues, presque identiques à celles de l'Etat français. A ce titre, elle détermine librement, à l'exception de la TVA, l'ensemble des impôts auxquels sont assujettis les Basques espagnols et les sociétés implantées sur son territoire. Elle fixe le taux, perçoit les recettes et gère seule le produit de ces différents impôts.

Cette indépendance financière exceptionnelle est issue de l'Accord économique (*Concierto economico*) signé avec l'Espagne en 1981 qui scelle des relations fiscales d'ordre quasi-confédéral entre le Pays Basque et le gouvernement central madrilène.

Seule obligation : en contrepartie, le Pays Basque est tenu de financer une part des charges générales de l'Etat espagnol (pour l'essentiel, la défense et la représentation diplomatique). En 2005, cette contribution a été fixée à 18% du budget prévisionnel du gouvernement basque, soit 1,286 milliard d'euros (sur un budget total de 7,1 milliards d'euros).

La composition de la partie « recettes » du budget d'Euskadi met bien en évidence l'étendue de l'autonomie financière de la région. En 2005, la répartition était la suivante :

- impôts prélevés par la Communauté autonome : 90%
- emprunt public : 6%
- recettes propres de la Communauté autonome : 3%
- transferts de l'Etat espagnol et fonds européens : 1%

25 ans après la signature du *Concierto Economico*, il est raisonnable d'affirmer que le pari est gagné. Le bilan de l'autonomie financière est extrêmement positif, à tel point que le Pays Basque espagnol est en train de devenir un modèle de gestion publique.

En mars 2005, l'agence de notation financière Standard & Poor's a ainsi attribué la note AA+ au gouvernement du Pays Basque espagnol, saluant les excellents résultats obtenus en matière de réduction de la dette publique. Comme le souligne Standard & Poor's, Euskadi est aujourd'hui la Communauté autonome la moins endettée d'Espagne. Une performance que l'agence explique par le dynamisme économique de la région mais aussi par la rigueur du contrôle des dépenses publiques, alors même

que les dépenses sociales (santé, éducation, habitation) représentent pourtant 70% du budget.

En août 2005, c'est au tour de l'agence Moody's de saluer l'excellence de la gestion financière d'Euskadi en lui décernant la note maximale AAA. Selon Moody's, cette évaluation traduit la remarquable stabilité et solidité des derniers exercices budgétaires, alors même que l'effort public d'investissement de la Communauté autonome a augmenté au cours des trois dernières années.

2. Guggenheim : le pari de la culture en pleine crise économique

Le musée Guggenheim constitue un des éléments les plus importants du plan de réaménagement urbain de la ville de Bilbao lancé en 1991. C'est à l'invitation du gouvernement basque que la Solomon R. Guggenheim Foundation se penche sur la candidature de Bilbao pour accueillir un des établissements de son réseau mondial.

Les termes de l'accord qui intervient fin 1991 prévoient le financement intégral par le gouvernement basque de la construction et du fonctionnement du musée, tandis que la Fondation apporte ses collections, les programmes des expositions spéciales et son expérience internationale en matière de gestion administrative et muséale.

Le projet, jugé à la fois irréaliste et déraisonnable, est alors vivement critiqué au Pays Basque. Irréaliste car à cette époque, Bilbao est considérée comme une ville industrielle peu attractive, en plein déclin économique et sans aucun atout touristique. Le coût financier est surtout jugé déraisonnable, à un moment où le Pays Basque espagnol traverse une crise économique sans précédent : en 1990, les usines ferment les unes après les autres, la croissance du PIB est nulle et le taux de chômage oscille autour de 20%. Dans ce contexte, choisir la culture comme voie de reconversion pour Bilbao apparaît comme un pari insensé.

Et pourtant, le musée se révèle une formidable réussite économique.

L'année de son inauguration, en 1997, le musée accueille 1,3 million de visiteurs. Le rythme se confirme par la suite : 5,3 millions de personnes visitent l'établissement au cours des cinq premières années. Pendant cette même période, le musée génère un chiffre d'affaires de 750 millions €. Le gouvernement basque peut ainsi, rapidement et largement, récupérer son investissement de départ de 154 millions €.

Au-delà du succès de l'établissement, l'effet catalyseur sur l'économie et le tourisme est lui aussi à la hauteur des objectifs. Entre 1992 et 2002, le nombre de nuitées passées à Bilbao a doublé, permettant de créer plus de 4 500 emplois et 6 000 places hôtelières. En 2003, l'impact économique du musée sur le PIB du Pays Basque espagnol est estimé à 173 millions €.

Véritable réussite économique, le Musée Guggenheim de Bilbao s'est également imposé comme un site touristique et un centre culturel incontournable. La fréquentation se maintient à un niveau soutenu : en 2004, le musée a accueilli quelque 900 000 visiteurs.

Ce succès s'explique bien évidemment en partie par l'architecture exceptionnelle du Guggenheim : le « vaisseau » de titane futuriste dessiné par l'architecte américain Frank Gehry, surmontant le fleuve Nervion, attire des touristes du monde entier.

Mais si le musée a réussi à installer son attractivité dans la durée, c'est aussi grâce à la qualité de sa programmation culturelle. Sa collection permanente s'enrichit chaque année : en 2005, le musée a notamment acquis plusieurs sculptures monumentales de l'artiste américain Richard Serra. Et les expositions de qualité se succèdent. A titre d'exemple, de février à mai 2005, le musée a consacré une exposition à Yves Klein ; en 2006, les visiteurs pourront notamment admirer les photographies de la collection Buhl.

3. Bilbao : le pari de la métamorphose urbaine

Capitale de la Biscaye mais aussi capitale financière, économique et culturelle du Pays Basque, Bilbao est la plus grande ville d'Euskadi. L'agglomération *Bilbao Metropolitano* rassemble 1 million d'habitants, soit près de la moitié de la population du Pays Basque espagnol.

Ce complexe industriel et urbain parmi les plus importants d'Espagne prend son essor à la fin du XIX^{ème} siècle avec l'exportation vers l'Angleterre du minerai de fer extrait des collines avoisinantes. L'importation en retour de charbon et de coke lance l'industrialisation de la région, soutenue par un marché financier dynamique (Banque de Bilbao et de Biscaye) et par la création de grandes sociétés comme Altos Hornos de Biscaye. Aujourd'hui, Bilbao produit encore une grande partie de l'acier espagnol. La chimie y est également présente avec la grande entreprise Petronor dans la ria voisine de Somorrostro.

Portant les stigmates de la crise économique des années 80 qui a ravagé l'industrie basque espagnole, Bilbao entame sa renaissance à l'aube des années 90. En 1989, le Pays Basque espagnol lance un vaste plan de revitalisation avec pour objectif de faire de Bilbao « une ville de services avancés dans une région industrielle moderne et concurrentielle ».

L'effort financier est à la hauteur de l'ambition nourrie pour la ville : 735 millions d'euros sont investis par « Bilbao Ria 2000 », une société anonyme qui compte pour actionnaires le gouvernement basque, la province de Biscaye et les municipalités concernées.

Le capital de départ de Bilbao Ria 2000 est constitué des terrains à urbaniser dont les actionnaires sont propriétaires. La société, toujours en exercice aujourd'hui, fonctionne en revendant les terrains à des promoteurs, puis en réinvestissant les fonds dans des infrastructures et des bâtiments. Le recours à l'emprunt reste très limité. Pour chaque opération, les décisions évitent les lourdeurs des circuits publics : elles sont prises rapidement en conseil d'administration. L'efficacité du modèle apparaît très vite : dès 1997, soit huit ans seulement après le lancement du programme, la métamorphose de la ville est déjà évidente.

Les façades de la cité « noire » sont rénovées. De grands programmes urbanistiques sont engagés et une politique ambitieuse d'équipement public est lancée.

En plus du Musée Guggenheim, Bilbao se dote d'un aéroport, d'un métro, d'un Palais des Congrès, de plusieurs ponts, d'un front fluvial, d'un tramway... Pour chacun de ces équipements, un mot d'ordre : la qualité architecturale. Les plus grandes signatures mondiales viennent apporter leur patte, comme Frank Ghery, Santiago Calatrava, Norman Foster... Même la banlieue profite de ce développement : la commune voisine de Barrakaldo se voit ainsi dotée d'un nouveau quartier de logements et d'un stade de football flambant neuf.

Les retombées ne se font pas attendre : depuis 1995, le tourisme en Biscaye a augmenté de 120%. En 2004, Bilbao a connu une affluence record, dépassant pour la première fois celle de la très prisée ville balnéaire de San Sebastian, avec une augmentation de 20% par rapport à 2003.

Indépendamment de ses effets sur le tourisme et l'économie, il faut souligner l'impact environnemental de cette politique de reconversion urbaine. Les grands travaux se sont en effet accompagnés de mesures ambitieuses visant à améliorer le cadre de vie. Les usines vétustes ont été supprimées ou rénovées et des zones économiques modernes ont été construites pour accueillir les entreprises.

Le succès de la politique d'urbanisme menée à Bilbao est reconnu et salué au niveau international, à tel point que « l'effet Bilbao » intéresse de nombreuses villes à la recherche d'une nouvelle image.

En 2004, Bilbao a ainsi reçu le prix du meilleur projet urbain du monde, au cours de la prestigieuse biennale de Venise (Prix « Città d'acqua ») ainsi que le Prix Européen de Planification Urbaine et Régionale. En 2003, la Fondation Pfizer lui décernait le prix de « la ville espagnole la plus saine ». Bilbao préside par ailleurs l'Association Internationale des Villes et Ports.

La métamorphose de Bilbao n'est pas achevée. La ville continue d'évoluer de manière ambitieuse en misant notamment sur l'innovation et la connaissance. Un plan intitulé « Stratégie 2010 : Bilbao cité globale » vise à développer les initiatives et les activités économiques à haute valeur ajoutée tout en continuant à favoriser un cadre de vie harmonieux pour les entreprises et les habitants.

4. MCC Mondragon : le pari de l'esprit coopératif pour conquérir le marché mondial

A l'origine, Mondragón Corporación Cooperativa (MCC) est un atelier créé par un jeune curé en 1956 entre les montagnes de la province basque de Guipuzcoa. C'est aujourd'hui le premier groupe industriel basque et le septième d'Espagne avec 210 entreprises et plus de 70 000 employés. MCC couvre trois secteurs d'activités – l'industrie, la distribution et la finance – et est présent dans une quarantaine de pays. En 2004, le groupe affichait un chiffre d'affaires de 10,5 milliards d'euros.

Cette réussite étonnante s'appuie sur un mode d'organisation particulièrement original. MCC est, selon les préceptes du père jésuite José Maria Arizmendiarieta qui l'a fondé, un groupe « coopératif et solidaire ».

Première coopérative au monde, MCC Mondragon est en fait une fédération qui regroupe 80 coopératives. Parmi celles-ci figurent plusieurs multinationales, au premier rang desquelles Fagor : le numéro 1 de l'électroménager espagnol et récent acquéreur d'Elco-Brandt dispose de 13 filiales internationales et d'une présence commerciale dans 80 pays.

Autre « champion » coopératif du groupe MCC : Eroski, le géant de la distribution alimentaire. Avec près de 600 grandes surfaces, 175 agences de voyages et un réseau de stations-service, Eroski est la première entreprise espagnole du secteur avec un chiffre d'affaires de 5,3 milliards d'euros en 2004.

Dans le domaine financier enfin, citons la caisse d'épargne Caja Laboral (bénéfice de 131,6 millions d'euros en 2004) et la caisse de prévoyance Lagun-Aro qui offre une assurance sociale complémentaire aux 70 000 salariés-associés de MCC.

Cinquante ans après sa création, les principes de démocratie participative qui ont fondé MCC sont intacts. Le premier est le principe d'égalité entre salariés-associés. Il se traduit par la souveraineté de l'Assemblée générale et l'application systématique de la règle « *un hombre, un voto* » (un homme, une voix). Ce principe vaut pour toutes les décisions sans exception, qu'il s'agisse de l'accroissement de la productivité, des changements stratégiques ou des restructurations.

Il en est de même pour l'élection des organes de direction : tous les salariés sont électeurs et éligibles. Chaque coopérative est dirigée par un « conseil recteur » qui élit son président pour une durée de quatre ans. L'ensemble de ces présidents nomme

ensuite le président du groupe MCC. Chaque mois, les conseils recteurs rendent des comptes à l'ensemble des salariés.

Autre principe intangible, garant de l'implication des salariés dans la réussite de l'entreprise : la coopérative est la propriété de la collectivité des employés. Chaque nouveau salarié achète à son arrivée des parts du capital. Un apport financier qui lui permet de toucher des bénéfices mais qui peut, à l'inverse, lui être réclamé si la coopérative rencontre des difficultés financières.

Plus étonnant encore, la redistribution des bénéfices générés par la coopérative est calculée proportionnellement au travail effectué et non pas en fonction de la participation au capital-social. Tous les employés sont ainsi rémunérés par une partie fixe liée au poste occupé et par une partie variable liée à la productivité individuelle. Par ailleurs, les salariés sont systématiquement intéressés au résultat de l'entreprise. Au final, l'écart de rémunération entre le salarié-associé le moins qualifié et le Président de MCC Mondragon se situe entre 1 et 3.

L'ensemble de ces principes fondateurs explique que chez MCC Mondragon, il n'existe ni syndicats, ni grèves, ni licenciements.

Cette organisation démocratique originale n'est pas incompatible avec un développement international, bien au contraire. Aujourd'hui, avec 40 usines implantées dans 14 pays, la coopérative est devenue une vraie multinationale.

Dans l'absence d'une législation compatible avec le coopérativisme, la plupart des filiales internationales de MCC sont constituées sous la forme de sociétés anonymes, souvent sous forme de joint-ventures avec d'autres partenaires.

Aujourd'hui, 50% de la production est réalisée à l'étranger, principalement en Europe, en Russie, au Mexique, au Brésil et aux Etats-Unis. MCC dispose en outre d'une présence importante en Chine : le groupe devrait y réaliser d'ici cinq ans 15% de sa production à l'étranger et 25% de ses importations.

5. Euskaltel : le pari d'un réseau de télécoms régional à l'ère de la mondialisation

Connu pour sponsoriser une équipe du Tour de France, Euskaltel est une entreprise globale de télécommunications, à la fois opérateur de téléphonie mobile, fournisseur d'accès à internet et câblo-opérateur.

Fait unique en Espagne, Euskaltel est le seul opérateur régional à avoir été créé avec le soutien d'une Communauté autonome.

En 1995, le gouvernement basque et les caisses d'épargne basques prennent la décision de créer un opérateur basque de télécommunications. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de développement de la société d'information lancée par le Pays Basque espagnol. L'objectif : adapter la société basque à l'ère du numérique en favorisant l'accès aux nouvelles technologies et en construisant les infrastructures appropriées.

Une société anonyme est formée, comptant parmi ses principaux actionnaires les caisses d'épargnes (la Banque de Bilbao et Biscaye BBK et la Kutxa), la compagnie productrice d'électricité Iberdrola, le gouvernement basque à travers deux entreprises publiques, ainsi que Telecom Italia et la coopérative basque MCC Mondragon.

Euskaltel investit 1,1 milliard d'euros pour construire plus de 200 000 kilomètres de fibre optique dernière génération sur l'ensemble du territoire basque. Ce réseau constitue aujourd'hui l'un des premiers atouts du Pays Basque espagnol pour le développement de la société de l'information et notamment l'accès au haut-débit.

La progression de l'entreprise est fulgurante. Entrée sur le marché en 1998, Euskaltel devient dès 2003 le premier opérateur de télécommunications alternatif au leader historique espagnol Telefónica.

En dépit de la crise qui a touché les opérateurs européens de télécommunications ces dernières années, Euskaltel est aujourd'hui une entreprise florissante. En 2005, son chiffre d'affaires a progressé de 9% pour atteindre 316 millions d'euros et son bénéfice net a quadruplé, passant à 63 millions d'euros.

Son portefeuille client représente aujourd'hui 45% des parts du marché régional pour la téléphonie fixe (373 000 lignes), 31% pour la téléphonie mobile (500 000 lignes) et 55% pour l'accès à internet haut débit (107 000 lignes). Euskaltel compte par ailleurs 32 000 clients en télévision numérique hertzienne et occupe la position de leader en nombre de points d'accès Wi-Fi.

L'année 2006 pourrait bien constituer une nouvelle page déterminante dans l'histoire encore récente d'Euskaltel. France Telecom doit en effet entrer dans le capital de l'entreprise et disposer d'un siège à son conseil d'administration.

Ce rapprochement entre les deux sociétés s'explique notamment par l'existence de participations croisées dans un opérateur espagnol de téléphonie mobile, Amena. Après le rachat de celui-ci par France Telecom fin 2005, l'alliance vise deux objectifs stratégiques : permettre le développement des synergies entre Euskaltel et Amena mais aussi lancer la téléphonie mobile de troisième génération (UMTS).

6. « Plan 3E – 2010 » : le pari de l'autosuffisance énergétique

Alors que le Pays Basque espagnol produit aujourd'hui 55% de l'électricité qu'il consomme, la région vient de lancer un programme nommé « Plan 3E – 2010 » dont l'objectif est de doubler cette production d'ici cinq ans. Avec une autosuffisance de 110% en 2010, la région entend non seulement subvenir à l'ensemble de ses besoins dans ce domaine, mais également se positionner sur les marchés énergétiques européens en devenant exportateur.

Cela ne veut pas dire que la Communauté n'aura plus besoin d'importer des matières premières mais elle sera capable de fabriquer sur son sol la totalité de l'électricité qu'elle consomme. Celle-ci sera produite pour l'essentiel à partir de gaz naturel importé par gazoduc depuis le Maghreb ou la Russie mais surtout par les méthaniers sortis des chantiers navals basques.

Ce pari unique de la part d'une région européenne est d'autant plus ambitieux que le Pays Basque espagnol, il y a vingt ans encore, ne produisait pas d'électricité.

Pour atteindre ces objectifs, le plan énergétique prévoit la mobilisation de moyens très importants. D'ici 2010, trois nouvelles centrales électriques à cycle combiné vont être construites sur le territoire basque espagnol. Au total, ce sont 4,9 milliards d'euros qui vont être investis dans le secteur énergétique, dont 10% directement par les pouvoirs publics basques.

Pour Euskadi, un tel choix est guidé par un triple intérêt stratégique. En tant que région fortement industrialisée (40,3% du PIB basque est généré par l'industrie) et donc très consommatrice d'énergie, la priorité du Pays Basque espagnol est avant tout de garantir la fiabilité et la qualité de son alimentation électrique. Pour éviter de connaître les coupures de courant qui touchent fréquemment le reste de l'Espagne, notamment la Communauté de Madrid et celle de Catalogne, le Pays Basque fait le choix de maîtriser son approvisionnement en produisant intégralement son électricité.

Autre objectif d'Euskadi : préparer l'après-pétrole en diversifiant les énergies primaires. Pour doubler sa production d'électricité, le Pays Basque prend la décision de délaisser le charbon et le pétrole au profit du gaz naturel.

D'ici 2010, le gaz va prendre la place du pétrole comme première source d'énergie de la région. Sa part dans la consommation basque va ainsi passer de 21% à 52%, tandis que celle du pétrole devrait baisser de 50% à 36%.

Enfin, les choix énergétiques du Pays Basque espagnol poursuivent un objectif environnemental. Les centrales électriques utilisant du gaz naturel en cycle combiné rejettent trois fois moins de dioxyde de carbone que les centrales thermiques classiques. De plus, en produisant au plus près des centres de consommation, la région évitera les gaspillages dus aux pertes d'énergie électrique en ligne. Au final, l'objectif du Plan 3E-2010 est non seulement d'atteindre mais de dépasser les critères du protocole de Kyoto dans ce domaine.

Parallèlement, la région va déployer des efforts particuliers pour développer les énergies renouvelables : d'ici 2010, la part de celles-ci va doubler, passant de 6% à 12% de la consommation d'énergie.

7. Machine-outil : le pari de l'industrie lourde en Europe

Menacée de disparaître il y a quinze ans, la machine-outil basque espagnole connaît une renaissance spectaculaire. Fragilisée par 40 années de franquisme, laminée par une crise sans précédent à la fin des années 80, la production basque de machines-outils est aujourd'hui la troisième plus importante de l'Union européenne, après l'Allemagne et l'Italie.

Cette renaissance spectaculaire se traduit par une série de performances. La production basque représente à elle seule 80% de la production espagnole de machines-outils, 82% des exportations nationales et mobilise 78% de l'emploi total du secteur. Avec 2000 modèles différents, elle couvre l'intégralité des besoins technologiques et productifs des clients du monde entier.

Depuis plus de dix ans, le secteur de la machine-outil basque espagnol exporte en moyenne 56 % de sa production, en direction de 120 pays différents. Il faut souligner que ses deux premiers clients (l'Allemagne avec 21,7% des exportations et l'Italie avec 12%) sont aussi les deux leaders du marché européen de la machine-outil, dotés d'un fort niveau d'innovation.

Le renouveau du secteur s'accompagne d'efforts particuliers en R&D (5% du chiffre d'affaires annuel) et s'appuie sur un haut niveau technologique puisque 76% des équipements sont dotés de modes de contrôles numériques avancés. Autant de caractéristiques qui séduisent aujourd'hui des clients aussi exigeants que l'industrie mondiale de l'automobile et de l'aéronautique.

L'industrie automobile représente 50% de la production et compte des clients tels que BMW, Peugeot-Citroën, Daimler Chrysler, Ford, General Motors, Renault, Nissan... En ce qui concerne l'industrie aéronautique, les clients du secteur basque de la machine-outil sont Airbus, Boeing, General Electric...

Cette forte capacité d'innovation, tout comme l'ouverture à l'international, s'expliquent notamment par l'organisation des entreprises du secteur en « cluster », ou pôle de compétitivité.

L'AFM, le cluster basque de la machine-outil, représente 91% de la production espagnole totale. Cette forme de coopération interentreprises a permis à des sociétés, presque exclusivement des PME, de développer une hyperspécialisation avec un haut niveau technologique et de s'imposer sur les marchés internationaux avec succès.

En outre, grâce à la mise en commun de leurs ressources et à la coordination de leurs efforts, toutes deux orchestrées par le cluster, les entreprises de la machine-outil ont acquis une grande capacité d'adaptation. Elles possèdent une connaissance aigüe des attentes clients et savent apporter des solutions « sur mesure », au niveau de la technologie, des délais de livraison et des conditions de règlement.

II – Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

A) Des performances systématiquement supérieures aux moyennes espagnoles et parfois françaises

Avec seulement 5 % de la population espagnole et 1,4 % du territoire national, le Pays Basque espagnol affiche des performances systématiquement supérieures à l'Espagne, voire à la France, sur cinq indicateurs clés (chiffres 2004 sauf pour les dépenses en R&D 2003) :

- le **PIB** par habitant (23 788 € contre une moyenne de 18 489 € pour l'Espagne)
- le **taux d'industrialisation** (40,3% en Euskadi contre une moyenne de 22,7% en Espagne et 21,4% en France)
- le **taux d'exportation** (33% contre une moyenne de 30% pour l'Espagne et de 21,5% pour la France)
- les dépenses en **R&D** (1,5% du PIB contre une moyenne de 1,1% pour l'Espagne)
- le **taux de chômage** (5% contre une moyenne de 10% pour l'Espagne et pour la France)

B) Une priorité donnée à la R&D

La recherche-développement figure parmi les priorités de la politique économique basque depuis le début des années 1990. Avec une ambition : faire d'Euskadi l'une des premières régions européennes pour la technologie et la recherche. Très concrètement, l'objectif du Pays Basque en matière d'investissement en R&D est de dépasser la moyenne européenne en 2005 et d'atteindre en 2010 le niveau de 3 % du PIB. Parti de très loin au début des années 1980 avec une recherche presque inexistante, Euskadi a réalisé des efforts très importants qui lui ont non seulement permis de dépasser la moyenne espagnole, mais aussi de se rapprocher de la moyenne de l'Union Européenne.

Alors qu'en 1979, les dépenses de l'Espagne étaient 5 fois plus élevées, le Pays Basque espagnol est parvenu à rattraper son retard. En 2000, son niveau d'investissement en R&D était 60 % supérieur à la moyenne espagnole, soit une multiplication par 22 des dépenses pendant cette période.

Aujourd'hui, le Pays Basque espagnol réalise à lui seul 10 % du total des investissements espagnols en R&D, ce qui le place au troisième rang des communautés autonomes après la communauté de Madrid et la Navarre.

Cette progression spectaculaire a permis au Pays Basque espagnol de se rapprocher significativement de la moyenne des pays membres de l'Union Européenne.

En 2003, avec 1,5 % du PIB, Euskadi est toujours largement au-dessus du niveau moyen de recherche espagnol (1,03 %) et se rapproche de la moyenne des 15 pays de l'Union Européenne (1,93 %).

Il faut également noter l'excellente performance du Pays Basque espagnol en ce qui concerne le personnel consacré à la recherche. Ainsi, en 2003, Euskadi comptait 11,58 chercheurs pour 1000 emplois, contre seulement 8 pour l'Espagne (en emplois équivalent plein temps).

La répartition des sources d'investissement en R&D entre le public et le privé fait apparaître le niveau d'innovation exceptionnel des entreprises basques espagnoles.

Leur dynamisme en matière de recherche dépasse fortement la moyenne de l'Union Européenne et place le Pays Basque espagnol parmi les pays dotés de la plus grande part de financement privé, au même niveau que l'Allemagne ou les Etats-Unis.

Répartition des dépenses en R&D par source de financement (en % des dépenses totales)

	Financement des entreprises	Financements publics	Autres financements
Espagne	47,2	39,8	7,6
France	54,2	36,9	7,2
UE15 (moyenne des membres)	55,9	34,3	7,6
Allemagne	65,6	31,5	2,4
Pays Basque espagnol	66,1	26,5	7,3
Etats-Unis	67,2	27,7	nc

Sources : Eurostat, Eustat

Au sein des entreprises industrielles basques, ce sont les secteurs de la machine-outil et de la construction aéronautique et spatiale qui font l'objet de la recherche la plus significative : ils consomment 25 % du total des dépenses en R&D des entreprises.

S'agissant des entreprises de services, ce sont les secteurs des télécommunications et du software qui bénéficient de la part la plus importante des investissements (26 % du total).

institut France
Euskadi

16 avenue de Friedland 75008 Paris
www.france-euskadi.org
ife@france-euskadi.org